

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 659 / Avril 2021

2020 : L'ÉCONOMIE GUYANAISE RÉSISTE AU CHOC DE LA PANDÉMIE

Synthèse

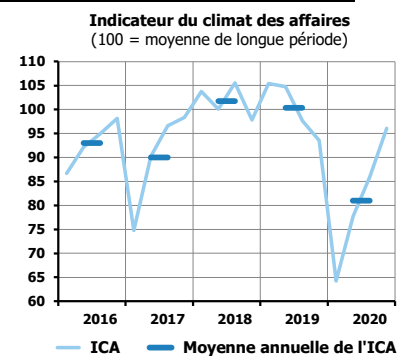
Malgré la crise de la Covid-19, les fondamentaux économiques de la Guyane, le soutien de l'État (activité partielle, dispositif de prêt garanti, fonds de solidarité) et des banques, ont permis à l'activité et à l'emploi de se maintenir. En effet, la Guyane demeure un territoire en croissance démographique avec des besoins d'investissements structurants, et un emploi public important qui tirent l'économie et la rendent résiliente aux chocs exogènes.

La conjoncture économique reste bien orientée...

Rapide rebond de l'indicateur du climat des affaires (ICA)

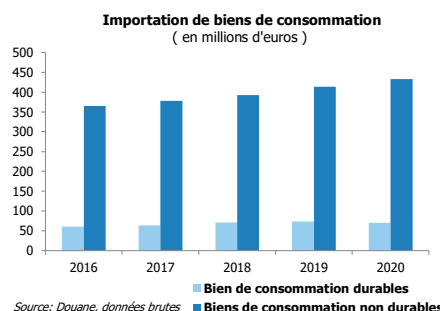
Le moral des chefs d'entreprise s'est effondré au premier trimestre, conséquence du confinement et des restrictions. En revanche, il s'est rétabli pour atteindre à fin 2020 96 points, un niveau équivalent à fin 2019.

Si le confinement a profondément dégradé l'activité, rapidement le secteur privé a su s'adapter et retrouver une certaine confiance, en lien notamment avec les mesures publiques de soutien à l'économie, et le maintien des chantiers pour le BTP.



Source : IEDOM, enquête de conjoncture

Maintien de la consommation des ménages sans aggravation des indicateurs de vulnérabilité



Source : Douane, données brutes

En 2020, la consommation des ménages guyanais a continué de progresser (+3 % d'importation de biens de consommation, contre +5 % en 2019) et atteint 503,4 M€.

Le recul de 4 % des importations de biens de consommation durables a été compensé par la hausse de +5 % des importations de biens non durables. Retombant au niveau de 2017 (année des mouvements sociaux), les importations des véhicules de tourisme s'établissent à 73 M€ (-19 % par rapport à 2019).

La masse monétaire circulant sur le territoire n'a pas évolué de manière notable cette année. Ainsi, les billets mis en circulation par l'IEDOM et les retours pour tri baissent respectivement de 10 % et 13 % mais restent à des niveaux supérieurs à 2016 et 2017.

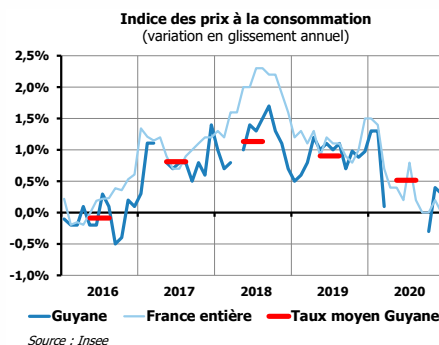
Au niveau international, les paiements par carte bancaire ont progressé du fait de la pandémie, alors qu'en Guyane ils ont baissé de 8 % en nombre et de 6 % en volume en 2020.

Enfin, la situation économique des ménages ne s'est pas dégradée. En effet, les dépôts des dossiers de surendettement sont en baisse de 58 % (due principalement à la suspension des voies d'exécution des créanciers), le nombre de personnes physiques en interdit bancaire de 20 %, et les retraits de carte bancaire de 33 %. En outre, près de 10 M€ d'aides exceptionnelles ont été versées à 35 000 familles guyanaises courant mai, et 8 M€ d'aides alimentaires pour plus de 40 000 Guyanais à fin octobre, dont plus de la moitié dans l'Ouest Guyanais. Par ailleurs, 10 000 chèques services ont été distribués dans le bas Maroni.

Des prix stables

En décembre 2020, l'Indice des Prix à la Consommation en Guyane est stable (0,3 % comme en France Hexagonale à 0 %, GA). Sur un an, les prix de l'alimentation ont progressé de 2 %, ceux des services et des produits manufacturés de 0,7 %, alors que ceux de l'énergie ont reculé de 5,3 %.

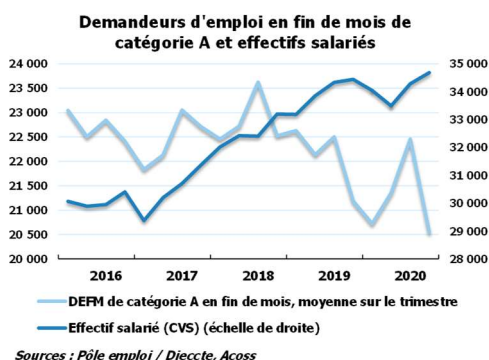
En moyenne, l'inflation mensuelle a été en 2020 de 0,5 % en Guyane comme en France Hexagonale.



Le marché de l'emploi résiste, porté par les mesures d'aides

Afin de maintenir l'emploi, l'État a largement permis le recours au chômage partiel avec une prise en charge de 100 % dans certains secteurs (tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration). Ainsi, entre mars 2020 et mars 2021 43,5 M€ ont été versés à 2 864 entreprises. L'État a également accordé un moratoire sur les charges sociales, dont l'apurement progresse. À fin juin 2020, environ 10 300 demandes de reports d'échéances de cotisation sociales ont été acceptées par l'URSAFF (soit un report de 40 M€ sur 113 M€ dus). À fin septembre, les reports ne représentent plus que 6,26 M€ (soit 2 172 demandes).

À fin 2020, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) recule de 3 % (soit 20 547 personnes).



En revanche, le nombre d'offres d'emplois publiées par Pôle Emploi baisse de 8 % (soit 4 320 au total), dont 80 % de contrats à durée indéterminée (contre 70 % en 2019). En outre, l'emploi salarié progresse légèrement de 0,7 % sur un an à 34 681 salariés (Acoess, CVS). 1 856 entreprises ont été créées (soit +1 % par rapport à 2019), signe d'une certaine résilience économique.

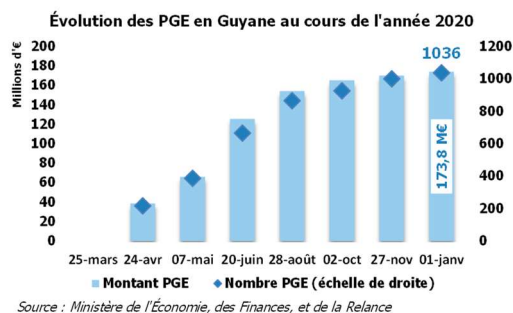
En 2020, l'Insee dénombre 12 800 chômeurs (soit 16 % de la population active, -4 points par rapport à 2019). En effet, le confinement a limité les démarches de recherche d'emploi diminuant la disponibilité pour travailler et donc le nombre de chômeurs. Une partie importante des personnes qui auraient été qualifiées de chômeurs est donc entrée dans le halo autour du chômage (21 % de la population active).

Un soutien public important à l'économie

Dès le mois de mars, le dispositif de Prêt garanti par l'État (PGE) a permis de soutenir la trésorerie des entreprises. Au 1^{er} janvier 2020, 1 036 entreprises (dont 83,5 % de TPE) ont bénéficié de 173,8 M€ de crédits. 22 % de ces entreprises opèrent dans le secteur du commerce, 14 % dans la construction, 10 % dans l'industrie, et 8 % dans l'hébergement restauration.

Parallèlement, l'État et les régions ont mis en place le Fonds de Solidarité National pour les entreprises ayant subi des pertes de chiffre d'affaires (63 M€ ont été versés à près de 600 entreprises).

De plus, le Fonds d'Urgence Économique des Territoires de Guyane, financé par les collectivités locales, permet aux entreprises rencontrant des difficultés économiques liées au confinement de solliciter un prêt à taux zéro. Au 4 mai, 350 entreprises ont bénéficié de 21,2 millions d'euros de prêts.



L'importance des besoins tire les investissements

2020 a vu de nombreux chantiers débuter ou être livrés, en dépit du retard ou report de certains projets emblématiques issus notamment du Plan d'Urgence et des contraintes liées au confinement.

Ainsi, dans le secteur de la construction et de l'aménagement, la ZAC de Soula a été inaugurée (2 600 logements, représentant 130 M€ d'investissements) et les travaux de l'Écoquartier de Palika à Cayenne ont débuté (17,5 M€). Dans le secteur des transports, les projets de rénovations des quais (18 M€) et d'installation des grues portuaires sur rails (21 M€, pour une mise en service en 2021) ont été engagés et se poursuivent.

Dans l'énergie, EDF a investi 47 M€ en 2020 pour sécuriser et développer le réseau de Saint-Georges à Apatou, la société Voltalia a mis en service en novembre, à Mana, une centrale de stockage par batteries d'une capacité de

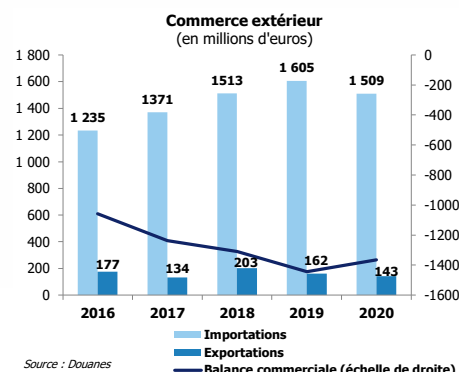
10 MW (8 M€). Enfin, dans le secteur de l'éducation, les constructions de la cité scolaire de Saint Georges de l'Oyapock (67 M€) et du lycée de Maripasoula (40 M€) se sont poursuivies en 2020.

Paradoxalement, et après un premier ralentissement en 2019, les importations en biens d'investissement baissent (-5,6 % soit -31 M€) pour s'établir à 500 M€ (CVS), un niveau toutefois supérieur à celui de 2018.

Contraction des échanges extérieurs

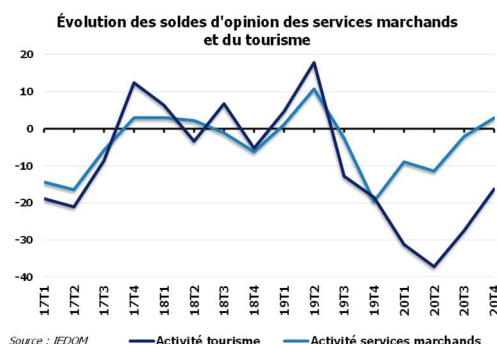
Les **importations de biens se réduisent de 7 % en 2020 (soit -122 M€)**, après +6 % en 2019, pour atteindre 1 509 M€.

La baisse des importations de biens est due à celles des produits de cokéfaction et raffinage (-26 %, soit -58 M€) et instruments d'optique (-39 %, soit -34 M€). Ces reculs n'ont pas été compensés par les hausses des importations de machines de levage (+151 % soit + 16 M€) et des produits textiles (+22 %, soit +10 M€). En 2020, les exportations de biens s'établissent à 143 M€ (-13 %, soit -22 M€).



... comme l'activité des principaux secteurs

L'activité des services marchands garde le cap mais le tourisme s'effondre



Après la chute amorcée avant la crise de la Covid, la perception de l'activité des services marchands s'est redressée pour atteindre fin 2020 un niveau favorable. Un redressement de la trésorerie, des carnets de commandes et des prévisions d'investissement ont également été relevés par les chefs d'entreprise.

Dans un contexte de concurrence accrue et de besoins en innovations et investissements inhérent au secteur spatial, Arianespace conserve sa place de premier opérateur de lancement de satellites commerciaux en orbite géostationnaire. Arianespace a procédé à dix lancements en 2020, mettant en orbite 166 satellites (dont 103 pour la constellation OneWeb).

Les restrictions, aériennes notamment, ont durement frappé l'activité touristique qui s'est effondrée en 2020. En effet, le nombre de nuitées chute de 63 % (pour atteindre 166 000 nuitées), suivant celle du nombre de passagers aériens (-52 %, soit 267 650 passagers).

Commerce : une année stable

Comme pour les services marchands, l'activité s'est bien maintenue en 2020, soutenue par la demande des ménages, avec une stabilisation de la trésorerie et une nette progression des prévisions d'investissement. Dans ce contexte, le secteur du commerce est le seul dont les offres d'emploi ont baissé par rapport à 2019 (-17 %) et ne constitue plus que 10,8 % des opportunités proposées.

BTP : activité maintenue et une année riche en appels d'offres

En 2020, beaucoup de chantiers ont pu continuer (le confinement intervenant en petite saison des pluies) et près de 761 M€ de marchés publics ont été publiés (contre 450 M€ en 2019, soit +57,5 %). Selon la CERC, à fin novembre, les autorisations de construction de logements résidentiels neufs progressent de 24,2 %, celles des locaux commerciaux de 77,4 % (même si les mises en chantier des logements reculent de 9,4 %). En 2020, le secteur a généré 200 offres d'emploi (-23,1 % par rapport à 2019), dont 65 % de CDI. Les offres d'emplois du secteur du BTP représentent 4,3 % des propositions d'emplois en Guyane. Dans les prochaines années et au regard des appels d'offres publiés, le secteur prévoit d'embaucher environ 1 400 personnes.

Industrie : une activité en berne

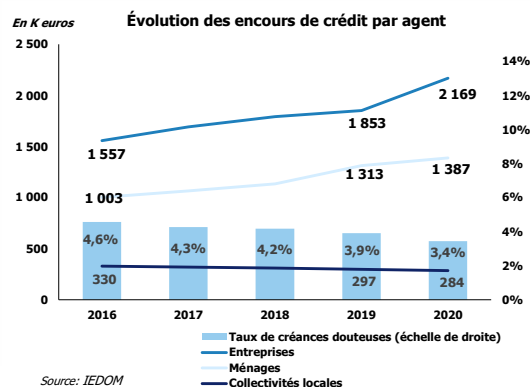
L'activité industrielle — sauf agroalimentaire — est morose, avec un solde d'opinion dégradé depuis 2018. La baisse de la production industrielle amorcée depuis quelques années a perduré en 2020 avec une diminution des exportations d'or de 10 % (moins d'une tonne a été exportée), de bois de -12 %, et une stabilisation des exportations des produits agricoles et sylvicoles alors que les importations de ces produits ont augmenté de 9 %.

¹ Données CERC Guyane.

Une activité bancaire très soutenue

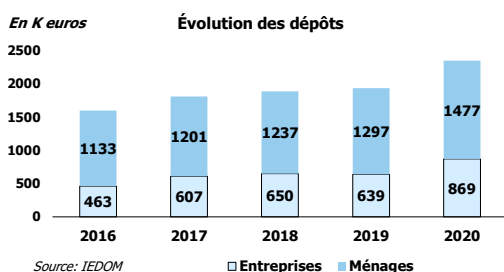
Nette accélération des crédits

En 2020 en lien avec les PGE et les moratoires accordés par les banques sur les remboursements des crédits, la croissance de l'encours sain de crédits s'accélère nettement (+10 %, soit + 366 M€ ; contre +4,9 % en 2019) pour atteindre 4 026 M€. Cette hausse est principalement portée par les entreprises (+17 %, soit +316 M€), avec notamment une augmentation de 122 M€ des crédits de trésorerie et 114 M€ des crédits d'investissement. Le financement des ménages progresse également sur l'année (+6 %, soit +74 M€), alors que l'encours des collectivités locales recule de 5 % (soit - 14 M€). Conséquence de la forte progression des encours, le taux de créances douteuses recule de nouveau pour atteindre 3,4 %.



Nette progression des dépôts

Après deux années de ralentissement, les dépôts progressent de 20 % en 2020 (soit +432 M€) pour atteindre 2 545 M€, avec une hausse notable de 29 % des dépôts à vue (+352 M€).



La trésorerie des entreprises bondit de 36 % (soit +229 M€, les dépôts des entreprises étaient de 639 M€ en 2019), conséquence du maintien de l'activité conjugué à l'effet des PGE et/ou report de charges. La collecte de l'épargne des ménages est également dynamique (+14 %, soit +180 M€). Seuls les dépôts des collectivités locales reculent (-7 %, soit -1 M€).

Tous agents confondus, les dépôts à vue ont progressé de 29 % (soit 352,5 M€), les placements liquides de 15 % (soit 67 M€) et les placements long terme de 3 % (soit 12,8 M€).

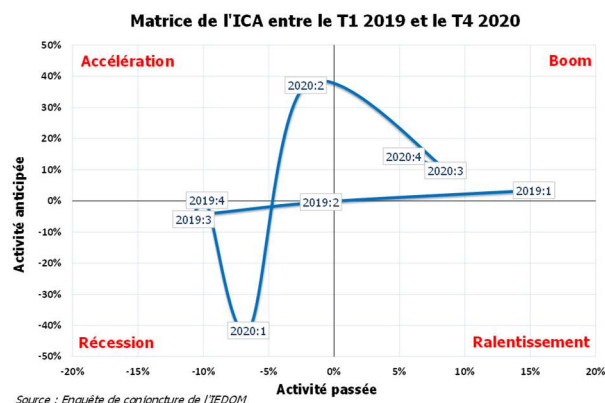
2021 : une année dynamique sur le plan économique ?

En 2021, les perspectives économiques devraient continuer à s'améliorer à rythme soutenu. Pour les chefs d'entreprise sondés, l'activité du premier semestre 2021 sera dynamique et génératrice d'opportunités².

En effet, suite au Plan d'Urgence de 2017, et au regard des besoins du territoire, les chantiers en cours ou à l'étude sont très nombreux. Ainsi, sur les 5 ans à venir, la CERC de Guyane a estimé à environ 3 milliards d'euros les chantiers qui devraient émerger. En outre, le plan de modernisation de la base spatiale 2020-2024 de 180 M€ devrait contribuer à générer de l'activité.

Tous ces projets créeront des opportunités mais aussi des tensions sur la capacité des entreprises à embaucher, à mobiliser les matières premières et sur les collectivités locales dans le cadre du suivi des chantiers.

Enfin, la croissance démographique, le maintien de l'emploi et la progression de l'épargne des ménages, devrait également soutenir l'activité du commerce, des services marchands, et relancer une partie du secteur du tourisme.



Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : S. BOUVIER-GAZ — Responsable de la rédaction : M.-A. POUSSIN-DELMAS

Rédaction : D. FARDEL, S. AUBERT

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : avril 2021 — Dépôt légal : avril 2021 – ISSN 2679-0823

² Les axes du graphique représentent l'évolution du niveau passé et anticipé de l'activité économique selon l'ICA. Ainsi, la composante de l'ICA du quatrième trimestre 2020 s'est améliorée de 6 %, tandis que sa composante future (T1 2021) s'est améliorée de 14 %. Les chefs d'entreprise constatent donc pour ce quatrième trimestre une croissance de leur activité et anticipent encore une amélioration pour début 2021.